

Extrait de :

Jean-François Drevet et Andreas Theophanous, « Chypre et l'UE : bilans et défis », *Policy Paper n° 58, Notre Europe*, Septembre 2012.

Postface d'Aziliz Gouez (*Chercheur associée à Notre Europe*)

Gravé sur les coteaux du mont Pentadactylos, le drapeau de la « République turque de Chypre du Nord » s'impose au regard de quiconque parcourt les rues des quartiers grecs de Nicosie. L'effet est encore plus spectaculaire de nuit : éclairés pour la première fois le 28 octobre 2003, jour de la fête nationale grecque, et depuis lors illuminés chaque soir par des milliers de lampions, l'étoile et le croissant turcs semblent flotter au-dessus de la ville. Dans une question écrite au Conseil datée du 21 octobre 2009, un député européen chypriote s'attache à donner les dimensions exactes de l'affront : avec ses 425 mètres de long et ses 250 mètres de large, flanqué du slogan kémaliste *Ne mutlu Türküm diyene* [« Heureux celui qui peut se dire turc »], le drapeau géant occupe au total plus de 200 000 mètres carrés. Tant de pointilleuse exactitude pourrait porter à sourire.

Plus tristement, néanmoins, la spécificité du cas chypriote tient au fait que, cas unique en Europe depuis la fin de la Guerre froide, la République de Chypre est en partie occupée par un pays tiers, lui-même candidat à l'adhésion, à savoir la Turquie. La division de l'île nous rappelle également à une promesse non tenue : celle de la capacité de la dynamique d'intégration européenne à résorber conflits territoriaux et enkystements nationalistes – à Chypre et

ailleurs. Car la situation de la ville-frontière chypriote évoque d'autres conflits gelés du sud-est européen. À Mostar, l'immense croix catholique plantée au sommet du mont Hum, sur la rive occidentale de la Neretva, est ressentie comme une provocation par la population musulmane ; à Skopje, la croix du Millenium installée par l'église orthodoxe macédonienne sur le mont Vodno suscite des commentaires acerbes dans la minorité albanaise, tandis que l'énorme statue équestre d'Alexandre Le Grand fichée au centre de la Plostad Makedonia adresse un défi de taille à la Grèce voisine, laquelle conteste à l'ex-République yougoslave sa part de l'héritage hellénistique et bloque à ce titre l'avancée de ses négociations avec l'UE.

De tels dispositifs symboliques, qui mesurent les pondérations identitaires en kilo de bronze ou en mètre carré de terrain aride, sont à l'opposé de l'idéal de supranationalité porté par le projet européen. Le premier mandat de la République de Chypre aux commandes de la Présidence tournante du Conseil de l'UE aurait pu être l'occasion d'un grand débat sur l'avenir des « banlieues de l'Europe ». Au lieu de quoi, les premiers pas de la nouvelle Présidence ont surtout été marqués par le constat de l'étendue des difficultés des institutions bancaires de l'île, et la demande d'aide financière formulée par le gouvernement de Nicosie dans les derniers jours de juin 2012. Qui se soucie du sort de Chypre Nord, de celui de la Bosnie ou de la Serbie, alors que le cœur de l'Union est en état de siège ? Cinquième pays de la zone euro à solliciter une aide extérieure, la République de Chypre s'est distinguée en ne se contentant pas de faire appel à la BCE et au FMI. Le Président Christofias, seul chef d'État communiste de l'UE, et admirateur déclaré des régimes chinois et russe, a fait savoir qu'il explorait la possibilité d'une demande d'emprunt à ces deux pays.

Au moment où la crise des dettes souveraines européennes met au jour la fragilité du sentiment d'identité européenne, les réticences à franchir les étapes décisives vers l'union politique, et où ressurgissent des stéréotypes nationaux opposant Européens du Sud et du Nord, l'épisode a été de mauvais aloi. Et la question de savoir si la Présidence chypriote saura, dans les quelques mois qui lui sont impartis, rattraper ces débuts fâcheux, reste entière.